

Prométhée

numéro 89
avril 2012

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



L'incontournable Question du Pouvoir

En Tunisie, en Grèce, en Espagne, même aux États-Unis et dans bien d'autres pays – y compris en France – s'exprime une aspiration démocratique à s'affranchir du joug de l'exploitation, de l'oppression et de l'aliénation. Cette aspiration connaît – et connaîtra – des hauts et des bas, des succès et des revers. Mais l'essentiel réside dans le fait qu'elle agit, donc qu'elle existe. Elle est en passe de conquérir une légitimité sociale et politique. Dans les pays de vieille tradition électorale, tant que les opprimés s'exprimeront dans le cadre institutionnel fixé par le système, la réponse électorale apparaîtra comme la continuité de l'état d'esprit des masses, de leurs luttes quotidiennes.

Cette aspiration se heurtera aux dures lois du capitalisme (non votées par le Parlement de la République) tant que ne sera pas posée la question de la lutte politique pour le socialisme. En France, force est de constater que les organisations qui se fixent comme objectif de donner un contenu politique à cette aspiration passent à côté de cette question.

Le programme du Front de gauche (FDG) affiche sa « *volonté inflexible de résister à la finance* » (page 11) mais celle-ci se fracasse sur la position concernant la dette dite publique : « *Nous agirons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle* » (page 70). En réalité, le FDG limite volontairement ses ambitions à « *un gouvernement de gauche [qui] fasse du bon travail et ouvre une issue à la crise* [souligné par nous] » (page 11). Ce qui place la barre en deçà du *Programme commun de la gauche* de 1972, alors que le modèle de Jean-Luc Mélenchon reste un certain François Mitterrand. En effet, dans le préambule de ce programme on lisait que le PS et le PCF « *affirment ensemble leur volonté de mettre fin aux injustices et aux incohérences du régime actuel* » ce qui correspond à la logique des organisations composant le FDG. Mais le programme de 1972 présentait cet objectif comme une étape préalable « *pour ouvrir la voie au socialisme* » (1) Ce qui n'est pas le cas du FDG quarante plus tard.

Pour sa part la direction du NPA cantonne la campagne Poutou à : « *faire entendre le mécontentement du*

monde du travail, de la jeunesse, ouvrir une perspective hors des alliances parlementaires et gouvernementales, défendre un bouclier social face à la crise, redonner confiance en combinant démarches unitaires et indépendance politique. Nous voulons convaincre un maximum de gens que la solution réside dans la nécessité de construire les mobilisations pour résister à toutes les politiques d'austérité quel que soit le résultat des élections. » (2) Pour Lutte ouvrière, les travailleurs étant toujours démoralisés, la question ne se pose même pas.

Il est vrai qu'une campagne électorale n'a pas pour objectif de présenter le programme achevé pour la révolution prolétarienne à supposer qu'un tel programme existe. Mais, une campagne électorale s'interdit de générer des illusions, elle soulève l'enjeu effectif du moment considéré de la lutte des classes.

Cet enjeu réside dans l'état de crise. Il ne s'agit ni d'une crise économique de plus, quoique plus grave que les précédentes, ni d'une crise politique de plus. Il s'agit d'une crise systémique. Et l'Union européenne est devenu le maillon faible de la chaîne impérialiste en crise.

L'offensive libérale depuis le coup d'Etat de Pinochet – en passant par la restauration du capitalisme en URSS – a ravagé la planète. Toutes les résistances se sont partout heurtées à l'inflexibilité du système, à la propagande de l'impossibilité de faire autrement. On ne peut pas y faire face avec des mesures qui laissent intactes les rouages du système capitaliste. On ne peut y faire face en se limitant à voter ou à défiler plusieurs fois par an. On ne peut pas y faire face en résistant à l'austérité permanente et à la tentation de l'autoritarisme politique qui commence par changer les gouvernements grec et italien en bafouant le suffrage universel.

La bourgeoisie forme un système centralisé d'une part comme « *puissance sociale* » (3) et d'autre part dans le cadre de l'Etat autrement dit « *le pouvoir politique* » qui « *est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile* » (4). Ce qui implique un long et patient travail politique pour démonter pierre par pierre les stratégies que la bourgeoisie met en action, pour démystifier l'authentique pouvoir (celui de la classe dominante) et pour désacraliser le système, c'est-à-dire en finir avec la thèse officielle qu'il n'y a pas d'autre choix.

L'heure n'est plus à vouloir humaniser le capitalisme. L'heure n'est pas à attendre la prochaine agression pour y résister. Pour les exploités, l'heure est à inventer un projet alternatif pas pour un lointain futur mais pour ici et maintenant.

Emile Fabrol

- 1.- Éditions sociales, page 49.
- 2.- Résolution adoptée le 25 mars 2012.
- 3.- Marx et Engels, *Le Manifeste du parti communiste*. Éditions sociales, 1961, page 28.
- 4.- Marx, *Misère de la philosophie*, La Pléiade, Oeuvres économiques I, page 136.

Présidentielle : Dehors Sarkozy !

LES exigences du capital financier sont de plus en plus claires: paiement de la dette et donc réduction des dépenses sociales, destruction des systèmes de protection sociale, baisse des retraites, flexibilité accrue du marché du travail et baisse des salaires. Ce qui signifie, comme en Grèce, la paupérisation absolue de la majorité de la population.

Cette politique a déjà été largement entamée par Sarkozy. Elle est rejetée par la grande masse des travailleurs, des chômeurs et des jeunes, comme l'a montré leur combat contre sa politique ces cinq dernières années. Dans ce combat, ils ont montré qu'ils ne veulent pas de l'austérité, de toute austérité, et qu'ils veulent défendre leur droit à une vie correcte, ce qui passe par l'abrogation de toutes les mesures antisociales de Sarkozy, par l'augmentation des salaires et des retraites, par l'interdiction des licenciements, et par la mise en oeuvre d'une politique de remise en cause radicale du capital financier dont l'acte fondateur sera le refus de payer la dette et la rupture avec tous les traités européens.

La politique du capital financier est aujourd'hui mise en oeuvre par Sarkozy et elle sera aggravée après sa réélection par

la remise en cause du rôle des organisations syndicales avec l'utilisation de l'arme du référendum. C'est pourquoi, le combat contre l'austérité nécessite de le dégager, lui et son parti politique : l'UMP.

Pour les travailleurs, prenant appui sur les appels de la CGT et du SNES, à battre Sarkozy, il n'est évidemment pas question de voter pour Le Pen, Bayrou ou Dupont Aignan, qui sont, chacun à leur façon, des ennemis ouverts de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Pour préparer la défaite de Sarkozy, au premier tour, les travailleurs, selon leur sensibilité, voteront pour les candidats qui expriment leur volonté de battre la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire pour François Hollande, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou ou Nathalie Artaud.

Au deuxième tour, ils voteront pour celui de ces candidats qui sera opposé à Sarkozy, non en soutien à son programme, mais parce que le combat contre toute austérité passe par une première défaite de cette même austérité et donc par la défaite de Sarkozy.

Albert Savani



Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et **défendre**, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « *en classe et donc en parti politique* ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>
Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 11 avril 2012

Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254